

«Nous ne pouvons pas attendre»

di Angela Merkel e Nicolas Sarkozy

pubblicato contemporaneamente su Le Figaro e sul Frankfurter Allgemeine Zeitung

26 novembre 2008

Il y a onze jours, nous étions à Washington avec les autres chefs d'État et de gouvernement du G20 pour organiser une réponse commune à la pire crise financière depuis des décennies. Après l'explosion de la bulle des « subprimes », la contagion a atteint toutes les économies du monde développé ou émergent. Cette crise mondiale appelait une réponse mondiale. Les dirigeants des vingt principales économies de la planète ont donc décidé de principes communs et d'un plan d'action. Nous avons ainsi jeté les bases d'une réforme fondamentale du système financier international, pour que les excès du passé ne se reproduisent plus. Nous voulons plus de transparence, plus de responsabilité et une surveillance renforcée de tous les acteurs. Nous avons demandé à nos ministres des Finances d'appliquer ce plan d'action avant le 31 mars prochain. Nous attendons d'eux la mise en œuvre dans leur intégralité des principes et des mesures décidés à Washington.

Tous les participants au sommet de Washington sont tombés d'accord sur « des mesures budgétaires rapides pour soutenir la demande intérieure ». Dans le même temps, ils se sont fermement engagés à garantir la « soutenabilité » de leurs finances publiques. Cela ne doit pas se faire en mettant en péril la stabilité économique et sociale de nos pays.

Or, nous traversons des circonstances réellement exceptionnelles. La crise bancaire internationale est la plus forte des soixante-dix dernières années. La plupart des économies européennes enregistrent leurs pires performances économiques depuis bien longtemps avec un à plusieurs trimestres de croissance négative. Certaines dépasseront le seuil des 3 % de déficit, ce qui est inévitable dans de telles circonstances.

Nous pensons que l'économie mondiale a les moyens de se rétablir en 2009 et de rebondir ensuite. Les économies de la zone euro en particulier restent fondamentalement saines. La dette des ménages est généralement faible. Les bilans des entreprises sont solides. Les tendances à la baisse des prix sont fortes, ce qui devrait améliorer le pouvoir d'achat de nos concitoyens et donner des marges de manœuvre à la politique monétaire.

Mais ce rebond n'ira pas de soi. En dépit du soutien massif apporté au secteur bancaire dans tous nos pays, le fonctionnement des marchés financiers reste très perturbé. Une forte incertitude prévaut aujourd'hui. Les projets d'investissement sont donc révisés ou reportés. La consommation est faible. La confiance s'est dangereusement dégradée.

Dans ce contexte, il est capital de prévenir et d'empêcher une spirale récessive dans nos pays. Nous appelons les banques et toutes les institutions financières à utiliser pleinement les facilités qui leur sont données pour maintenir et soutenir les crédits à l'économie.

L'examen des dernières crises bancaires nous enseigne aussi qu'une intervention publique rapide et décisive est nécessaire pour empêcher des dommages irréversibles à nos économies. La Chine a annoncé un programme important de relance. Les États-Unis se préparent à faire de même pour prendre le relais des mesures ponctuelles déjà prises au premier trimestre 2008.

L'Europe a montré sa capacité à agir. Le sommet de Washington s'est tenu à son initiative. Dans la déclaration de Paris le 12 octobre dernier, nous avons défini une feuille de route pour stabiliser notre système financier puis pour le réformer. De la même manière que nous avons alors mis au point une « boîte à outils européenne » pour le sauvetage du système bancaire, nous devons maintenant construire une approche commune de la relance économique.

Il n'existe en effet pas un modèle unique de plan de relance qui puisse être appliqué par vingt-sept États membres dont les situations économiques et budgétaires sont différentes. Nous croyons en revanche qu'une relance budgétaire coordonnée pourrait rétablir la confiance des consommateurs et des investisseurs et éviter les comportements opportunistes au sein d'un ensemble d'États qui partagent bien davantage que des institutions. Tout doit être entrepris pour soutenir nos économies dans cette période exceptionnelle.

Quelle pourrait être cette approche commune ?

- Les mesures envisagées devraient respecter trois critères : être fortes ; être temporaires ; être ciblées. Elles devraient donc aller au-delà du simple jeu des stabilisateurs automatiques.

- Ces mesures pourraient concerner le financement de l'investissement et des infrastructures, le soutien aux petites et moyennes entreprises et le soutien direct aux ménages. Il reviendrait à chaque pays de construire son propre plan et de décider son propre dosage, tout en privilégiant les mesures qui ont un impact aussi fort et aussi rapide que possible.

- Ces mesures devraient rester cohérentes avec la stratégie de Lisbonne parce que les réformes structurelles restent plus que jamais nécessaires à nos économies.

- Ces mesures devraient également être cohérentes avec notre objectif de « soutenabilité » budgétaire à long terme. C'est pourquoi il est essentiel que nos politiques s'inscrivent dans un cadre commun. Nous allons y travailler avec nos partenaires dans les jours qui viennent. Nos concitoyens doivent savoir que nous ne les laisserons pas seuls face au plus grand choc économique de ces dernières décennies. Ils doivent aussi être assurés que nous ne renoncerons pas à notre responsabilité budgétaire et à l'objectif de stabilité à moyen terme des finances publiques.

- Les institutions européennes devraient prendre leur part de la relance.

D'abord en permettant la concertation sur les mesures à prendre. Un point du produit intérieur brut européen est une bonne cible et les plans nationaux devront s'y adapter selon les circonstances. Nous n'avons besoin ni d'une approbation formelle ni d'une surveillance tatillonne, mais de lignes directrices que le Conseil européen des 11 et 12 décembre pourrait adopter. Certains pays ont déjà pris des mesures qui vont dans ce sens.

L'Union européenne devrait ensuite venir en complément des actions décidées dans chaque pays. L'industrie automobile et le secteur de l'énergie pourraient ainsi être soutenus en mobilisant de nouveaux moyens de la Banque européenne d'investissement. La mobilisation des fonds structurels devrait également être accélérée par le préfinancement de certains programmes, comme celui en faveur des économies d'énergie. Plus de souplesse, à titre temporaire, dans l'application des règles européennes sur les aides d'État et des objectifs plus ambitieux en matière d'infrastructures, par exemple dans le domaine du haut débit et des réseaux de transport et de distribution d'énergie, pourraient aussi être des sources de croissance supplémentaire. Enfin, le Pacte de stabilité et de croissance devrait être appliqué avec souplesse. Le débat pourrait être rapide sur ce point, puisque le Pacte prévoit des marges de manœuvre à court terme qu'il faut utiliser. Il sera bien temps de construire ensuite un véritable plan de rétablissement budgétaire.

Enfin, l'Union peut aider à une mise en œuvre rapide, parce que la vitesse de réaction est cruciale en matière de relance économique. Les États membres ne doivent pas être ralentis par les procédures communautaires dans la mise en œuvre de leurs plans de relance. De même, si des dépenses communautaires supplémentaires sont nécessaires, elles doivent être autorisées rapidement dans le respect des perspectives financières 2007-2013.

Nous nous engageons à tout faire pour accélérer la reprise. Nous le ferons en gardant en mémoire la nécessité de continuer les réformes structurelles et veiller à la consolidation des finances publiques.

Nous invitons les États membres de l'Union à adopter ces principes simples et forts lors du prochain Conseil européen pour constituer la contribution de l'Europe unie à l'appel du sommet de Washington en faveur de la relance économique.